



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5518 Sommaruga Carlo

Espionnage: Trafic de mail et téléphones mobiles de particuliers et d'ONG espionnés en Suisse aussi au moyen du logiciel malveillant Pegasus: Que fait le Conseil fédéral ?

Citizen Lab, laboratoire de l'Université de Toronto spécialisé dans la recherche sur les menaces numériques pour la société civile, rapporte l'utilisation à grande échelle de la technologie malveillante Pegasus de la société de logiciels espions NSO Group par des gouvernements et des particuliers visant la surveillance du trafic de courriels et des téléphones portables des défenseurs des droits humains.

Le Conseil fédéral est-il au courant de ce mode d'espionnage ?

Que fait-il contre cela ?

Réponse

Le Conseil fédéral sait que des gouvernements et des privés sont en mesure d'utiliser de tels outils techniques pour acquérir illégalement des informations sur le territoire suisse. L'entreprise NSO Group commercialise un service nommé Pegasus, qui permet d'infiltrer des téléphones portables en exploitant des failles ou des faiblesses de leurs logiciels. Ce sujet a notamment été évoqué dans le premier rapport semestriel MELANI de 2017.

Les services de renseignement utilisent fréquemment les technologies de l'information et de la communication pour acquérir des informations. Ils ont de plus en plus recours aux outils cyber parallèlement aux techniques classiques comme le recrutement de sources humaines.

Dans le cadre de sa mission légale, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) décèle et prévient les activités d'espionnage contre les intérêts suisses. Il transmet le résultat de ses recherches aux autorités de poursuite pénale, à qui il revient, le cas échéant d'ouvrir une enquête contre les auteurs présumés.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5530 Ruppen

Ausbau der Militäranlagen auf dem Simplon: Kann das Projekt optimiert werden?

Die Mehrheit der Bevölkerung der Simplonregion steht hinter den Ausbauplänen des VBS und will mit der Armee in die Zukunft gehen. Aber es gibt von verschiedenen Seiten auch Kritikpunkte und Einsprachen gegen das Projekt. Ist das VBS bereit, zu prüfen, ob hier Optimierungen am Projekt vorgenommen werden können bzw. ob allfälliges Verbesserungspotential vorhanden ist (ev. nur Abschussrampe statt Rundkurs bei der Panzerpiste; Verlegung des Betriebsgebäudes in Kaverne im Südwesten; etc.)?

Antwort

Wie der Bundesrat letzte Woche in seiner Antwort auf die Frage 19.5387 festhielt, werden im laufenden militärischen Plangenehmigungsverfahren derzeit die Gemeinde, der Kanton und verschiedene Bundesstellen angehört. Die Stellungnahmen werden voraussichtlich Ende November 2019 vorliegen. Selbstverständlich wird das VBS dann in Kenntnis aller Stellungnahmen und Einsprachen prüfen, ob und wie das Projekt optimiert werden kann. Zudem wird das VBS über die Ergebnisse breit informieren und wo erforderlich Einigungsverhandlungen mit den Einsprechern durchführen.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5478 Grin

Politique agricole 22 +, halte à l'escalade administrative!

Au fil des ans, lors de chaque nouvelle politique agricole, la complexité administrative augmente. Cette escalade administrative est improductive, elle coûte du temps et de l'argent aux cantons ainsi qu'aux agriculteurs. Il serait temps que le Conseil Fédéral inverse cette tendance.

- Pour la prochaine P.A. 22 + y aura-t-il des allègements administratifs ?
- Si oui lesquels ?

Réponse

L'OFAG a présenté le 17 mai 2016 son dispositif d'allègement des tâches relevant de la politique agricole dans le rapport relatif au projet « Simplifications administratives dans l'agriculture ». Un grand pas sera franchi avec l'introduction, le 1^{er} janvier 2020, d'un système de contrôle basé sur les risques pour les contrôles relevant de la législation agricole. L'objectif est d'augmenter les effets recherchés par de tels contrôles tout en diminuant les contrôles de base de 15 à 20%. Des étapes supplémentaires en ce sens seront examinées à partir de 2022.

D'autre part, le Conseil fédéral propose divers allègements dans la politique agricole à partir de 2022, par exemple :

- L'introduction de contributions pour une agriculture adaptée aux conditions locales diminuera la charge administrative des exploitations participant à plusieurs mesures régionales.
- Des mesures de réduction de la charge administrative des cantons sont prévues dans le domaine des améliorations structurelles.
- En outre, plusieurs simplifications sont prévues dans la révision de la loi fédérale sur le droit foncier rural.

Pour le Conseil fédéral, la réduction de la charge administrative reste un objectif important de la future politique agricole. Toutefois, le débat sur la politique agricole mène fréquemment à des solutions plus compliquées et plus coûteuses en raison

des nombreux souhaits et demandes d'exceptions provenant des différentes parties prenantes.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5486 Heim

Freihandelsabkommen mit Indien - Eine Chance die Verbreitung von Supererregern einzudämmen?

Seit 2008 verhandelt die Schweiz mit Indien über ein Freihandelsabkommen. Indien ist ein Antibiotika-Produzent für die Pharmaindustrie. Die Abwässer der Anlagen werden wie das Beispiel Hyderabad zeigt, kaum gereinigt. Das führt zu multiresistenten Supererregern, die sich in Indien und weltweit ausbreiten. Daher will der Bundesrat (s. Antwort Ip. 17.3792), auf internationaler Ebene für Lösungsansätze dieses Problems einsetzen. Welche Lösungsansätze prüft der Bundesrat - wie ist der Stand der Gespräche mit der indischen Delegation, wie ist der Stand der Gespräche mit unserer dort produzierenden Pharmaindustrie. Welche Lösungsansätze werden diskutiert, welche Massnahmen sind geplant?

Réponse

La Suisse participe à diverses initiatives internationales visant à relever les défis liés à la résistance aux antibiotiques. Elle cofinance le Global Antibiotic Research and Development Partnership. En outre, la Suisse fait partie de la Global Health Security Agenda qui a établi un échange mondial sur les questions liées à la résistance aux antibiotiques. Afin de garantir la gestion des connaissances et la coordination au niveau mondial, la Suisse a rejoint le « Global Antimicrobial Resistance Research and Development Hub ».

La DDC explore actuellement une initiative à plus long terme pour travailler avec tous les secteurs afin d'améliorer la qualité de l'eau, en particulier dans les grands bassins fluviaux en Afrique et en Asie. L'objectif principal est de travailler avec le secteur privé pour améliorer et rendre plus durable la gestion des eaux usées dans les diverses industries. La priorité dans le secteur pharmaceutique est de réduire les résidus de la production d'antibiotiques en Inde. La DDC clarifie actuellement quels sont les entreprises intéressées et les partenaires financiers possibles. Certaines entreprises européennes et l'AMR Industry Alliance, dirigée par la Fédération internationale de l'industrie du médicament, ont déjà annoncé leur intérêt à participer.

En ce qui concerne un accord de libre-échange avec l'Inde, il n'y a pas eu de cycle de négociations depuis deux ans, en raison des élections en Inde. Depuis, des

contacts ont été pris en vue de poursuivre les négociations. La résistance aux antibiotiques n'a pas été l'objet de discussions lors des négociations antérieures.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5487 Heim

Mercosur - Einsatz von Antibiotika nach internationalen Standards minimieren!

Die EFTA- und Mercosur-Staaten haben die Verhandlungen über ein Freihandelsabkommen (FHA) im August abgeschlossen. In der Beantwortung der Ip. 18.3988 bekräftigt der Bundesrat, im Rahmen der FHA die Problematik des übermässigen Antibiotika-Einsatzes in diesen Ländern anzugehen. Er will sich an der Ausarbeitung internationalen Standards zu AMR, die den Handel mit Tieren oder Lebensmitteln einschränken, beteiligen. Was steht nun diesbezüglich konkret im Mercosur-Abkommen? Auf welche konkreten Massnahmen konnte man sich einigen - was sieht der Bundesrat seinerseits vor?

Réponse

Le Conseil fédéral prend au sérieux les dangers et les risques liés à l'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage. Entre autres, il a adopté la Stratégie Antibiorésistance Suisse pour lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Le Conseil fédéral dans son ensemble n'a pas encore connaissance du projet d'accord de libre-échange conclu en substance le 23 août 2019 entre les Etats de l'AELE et ceux du Mercosur et qui fait actuellement l'objet d'un contrôle juridique. Selon le DEFR, mandaté par le Conseil fédéral pour les négociations, l'accord prévoit un dialogue sur la résistance aux antibiotiques. Ce dialogue permet un échange et une coopération plus étroite avec les pays du Mercosur afin de parvenir à une compréhension commune dans le domaine de la résistance aux antibiotiques et de sensibiliser davantage les pays du Mercosur. Cette coopération vise à promouvoir une utilisation réduite des antibiotiques dans l'élevage. En outre, les parties s'engagent à soutenir la mise en œuvre de plans d'action et de mesures convenus au niveau international.

Enfin, la Suisse ne saurait accepter l'importation de produits ne respectant pas les valeurs limites définies par sa législation, y incluses les teneurs maximales de résidus d'antibiotiques. Le DEFR rapporte que l'accord prévoit également un dialogue sur les teneurs maximales de résidus.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5490 Gutjahr

Werden die Fördergelder an die Akademien der Wissenschaften Schweiz zielgerichtet eingesetzt?

Um den MINT-Bereich zu fördern, hat der Bund für den Akademienverbund in den Jahren 2017-2020 95 Mio. Fr. budgetiert.

1. Wie wird sichergestellt, dass die Gelder hauptsächlich für die Nachwuchsförderung in den Bereichen Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften und Technik eingesetzt werden?
2. Welche Projekte wurden mit welchem Betrag bis dato berücksichtigt?
3. Wie werden Bildungsinstitute auf die Fördermöglichkeiten aufmerksam gemacht?
4. Können weitere Projektanträge eingereicht werden?

Réponse

Dans le contexte du message FRI 2017-2020, un crédit de 95 millions de francs a été demandé pour la mission de base des Académies suisses des sciences. Cette mission de base comprend toutes les tâches confiées aux académies en vertu de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation. Les moyens mis à disposition par la Confédération spécifiquement pour l'encouragement de la relève MINT se montent à 3,6 millions de francs.

1. Dans le cadre du protocole additionnel à la convention-cadre avec les Académies suisses des sciences, le SEFRI fixe des objectifs clairement définis. C'est à ce niveau qu'est assignée la mission de concentrer les mesures sur la sensibilisation et la motivation des enfants et des jeunes pour le domaine MINT. Les académies rendent compte annuellement au SEFRI de l'utilisation des moyens correcte et conforme aux objectifs.
2. Conformément à la convention de prestations, les académies soutiennent certaines activités de grandes institutions qui touchent un large public, pour un montant total d'environ 1,8 million de francs. Il s'agit de l'Espace des inventions à Lausanne, du Bioscope à Genève, du Musée des transports à Lucerne, du Technorama de Winterthour et de l'Ideatorio de Lugano. D'autre part, les académies encouragent le développement à plus grande échelle de huit projets de

sensibilisation et de motivation prometteurs de la période d'encouragement 2013-2016, pour un montant total de 0,54 million de francs. En plus du financement de projets en tant que tels, les académies encouragent les offres parascolaires de sensibilisation et de motivation et s'engagent pour la promotion de ces offres et la coordination des acteurs dans ce domaine.

3. Au cours de la période d'encouragement 2017-2020, les académies se sont adressées directement aux institutions et aux personnes potentiellement intéressées par le biais d'une procédure à soumissionner sur invitation.
4. Les projets soutenus pendant la période d'encouragement 2017 à 2020 ont déjà été sélectionnés et sont en cours de réalisation. Grâce à une augmentation des moyens de 3,6 millions de francs pour les années 2019 et 2020 dans le cadre du plan d'action Numérisation, les académies peuvent soutenir en plus des projets qui concernent la transformation numérique. Les axes d'encouragement fixés dans la convention de prestations sont maintenus indépendamment de ces nouvelles possibilités. Là encore, les appels à propositions se font sur invitation.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5492 Schneider-Schneiter **Wird der Bundesrat in Japan nicht gehört?**

Im Dezember 2017 hat die parl. Gruppe Schweiz-Japan gefordert, dass sich der Bundesrat für ein Update des Freihandelsabkommen mit Japan einsetzt. Seither reisten die Bundesräte Berset, Maurer und Parmelin nach Tokio. Am 2.9.2019 teilte Staatssekretärin Ineichen-Fleisch mit, dass die japanische Seite bis heute keine positive Antwort auf die Schweizer Vorschläge zur Modernisierung des FTEPA gegeben hat. Waren die Reisen vergebens? Wann trifft sich das zuständige Joint Committee das nächste Mal?

Réponse

Le Conseil fédéral est bien conscient de la nécessité de moderniser l'accord de libre-échange et de partenariat économique Suisse-Japon de 2009. Nous nous engageons activement dans ce sens : à la fois au niveau technique dans le cadre des rencontres du comité mixte de l'accord, et aussi au niveau politique lors des missions de haut rang des membres du Conseil fédéral au Japon.

Le Japon est un pays partenaire important de la Suisse. Nous veillons à soigner et à développer nos relations avec ce pays aux niveaux politique, économique et scientifique. Les missions des Conseillers fédéraux auxquelles il est fait référence dans la question ont contribué activement à la réalisation de cet objectif.

La question de la modernisation de l'accord de libre-échange Suisse-Japon a été thématifiée à l'occasion de chacune des missions évoquées, la dernière en juillet 2019. Les Japonais nous ont bien entendu sur ce sujet et il existe un intérêt de principe du Japon de réviser certaines parties de l'accord. La prochaine étape visée est la mise sur pied d'une rencontre technique dont le but sera d'identifier les domaines qui pourraient être sujets à révision. Nous allons nous efforcer de tenir cette rencontre aussitôt que possible, au plus tard en connexion avec la prochaine réunion ordinaire du comité mixte de l'accord prévue l'année prochaine au Japon.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5521 von Siebenthal

Nachfrage nach Kalbfleisch wirft Fragen auf

Die zögernde Nachfrage bei Kalbfleischproduzenten seit Monaten, folglich auch die negative Preisentwicklung, wirft Fragen auf.

Werden Importe getätigt, die nicht offiziell bekannt sind?

Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu tätigen, damit die bäuerliche Kälbermast noch eine Zukunft hat?

Réponse

La consommation de viande de veau par habitant a diminué d'environ 20 pour cent au cours des dix dernières années.

Le Conseil fédéral n'a pas connaissance d'importations non officielles.

En vertu de l'article 50 de la Loi fédérale sur l'agriculture, la Confédération soutient au moyen d'aides financières des mesures d'allègement du marché de la viande en cas d'excédents saisonniers ou d'autres excédents temporaires. Ces dernières années, les ressources financières disponibles à hauteur d'environ 3 millions de francs ont été utilisées pour des campagnes de stockage de viande de veau.

Par ailleurs, en vertu de l'article 11, la Confédération soutient actuellement différents projets innovants destinés à assurer la qualité et la durabilité sur le marché suisse de la viande de veau.

Le Conseil fédéral est d'avis que les instruments de politique agricole existants concernant l'engraissement de veaux fermiers sont suffisants.



Heure des questions du 23 Septembre 2019

Question 19.5524 Moser

Sofortmassnahmen gegen Pestizide im Trinkwasser

1. Gemäss einer Studie der Kantonschemiker tranken 169068 Schweizer/-innen Trinkwasser, dass die lebensmittelrechtlichen Anforderungen nicht erfüllt. Welche Sofortmassnahmen ergreift der Bundesrat dagegen?
2. Bis wann werden die von Bundesrat Parmelin angekündigten Verbote der risikoreichsten Pestizide umgesetzt?
3. Welche raschen Änderungen am landwirtschaftlichen Direktzahlungssystem plant der Bundesrat, um dies künftig zu verhindern?

Réponse

1. Le rapport publié par les chimistes cantonaux montre que 4% des captages analysés n'étaient pas conformes aux exigences fixées dans la législation sur les denrées alimentaires. En cas de dépassement de ces exigences, les fournisseurs d'eau potable et les autorités cantonales doivent prendre des mesures.

Sur 12 dépassements, 11 cas concernent un métabolite du fongicide chlorothalonil qui est considéré depuis cette année comme pertinent. La procédure en vue du retrait de l'autorisation de cette substance du marché est en cours. La procédure prévoit d'entendre les parties concernées. Comme mentionné dans la réponse à la question 19.5388 Munz, de nouvelles informations ont été livrées par l'industrie. Ces données sont en cours d'évaluation par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires. Une décision sur le retrait de cette substance pourra être donnée après cette évaluation, d'ici à l'automne 2019.

2. et 3. Pour répondre aux attentes de la société qui vont plus loin que les normes légales en matière de qualité des eaux, le projet de politique agricole à partir de 2022 prévoit, dans le cadre des paiements directs, de renoncer à l'usage des produits présentant un risque accru de contamination des nappes phréatiques par les métabolites non pertinents. Des contributions aux systèmes de production doivent également soutenir les agriculteurs qui renoncent à l'utilisation des produits phytosanitaires.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5527 Fridez

Pourquoi ne pas s'inspirer du gouvernement allemand qui durcit ses règles d'exportations d'armes?

Voilà peu, l'Allemagne a modifié ses règles d'exportation d'armes et autres biens d'armement: la livraison d'armes de petit calibre ne sera dorénavant possible que vers des pays membres de l'OTAN ou de l'Union européenne, des pays qui répondent à des critères évidents de respect des droits fondamentaux. Par ailleurs ce pays va renforcer ses contrôles dans les transferts de technologie permettant la fabrication d'armes à l'étranger. Notre pays ne pourrait-il s'inspirer de ces sages décisions?

Réponse

Les règles mentionnées dans la question correspondent à des principes politiques du gouvernement allemand qui ne sont pas contraignants sur le plan juridique. Il convient également de souligner que, pour les restrictions évoquées concernant les armes légères et de petit calibre à l'encontre des États dits « tiers », c'est-à-dire les États qui ne sont membres ni de l'UE, ni de l'OTAN ou qui ne sont pas assimilés, le principe s'applique dans la limite suivante : les exportations peuvent encore être autorisées au titre du remplacement de l'ancien par du neuf. Enfin, il peut être utile de mentionner par exemple que la Turquie, qui est un État membre de l'OTAN, est un partenaire privilégié de l'Allemagne, alors qu'elle fait partie des pays pour lesquels la Suisse n'autorise en principe pas les exportations de matériel de guerre.

Lors de l'évaluation des demandes d'exportation, les autorités suisses tiennent déjà compte aujourd'hui des réflexions qui sous-tendent les principes mentionnés par l'auteur de la question. Ainsi, en vertu de l'art. 5, al. 1. let. a, de l'ordonnance sur le matériel de guerre, selon lequel le maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la stabilité régionale doit être pris en considération lors de l'examen des demandes d'autorisation pour les marchés passés avec l'étranger, les autorités suisses vérifient entre autres si l'exportation de matériel de guerre aurait pour conséquence un armement militaire.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5529 Schneider Schüttel Pestizide - Verschärfung der Anforderungen

In der Antwort auf die Interpellation 19.3496 schreibt der Bundesrat, es hätten Verschärfungen der Anforderungen an die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln vollzogen werden können, um das Risiko ihres Eintrages in Gewässer zu verringern. Um was für Verschärfungen handelt es sich konkret und wie gross ist die damit verbundene Risikoreduktion?

Réponse

Sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques, les exigences pour l'autorisation des produits phytosanitaires ont été renforcées ces dernières années.

Un produit autorisable il y a 20 ans ne l'est plus forcément aujourd'hui. Pour s'assurer que les anciens produits remplissent les exigences actuelles, une procédure de réexamen des autorisations a été mise en place. Lorsque ce réexamen aboutit à la conclusion que ces risques sont trop élevés, des mesures appropriées telles que l'aménagement de bordures tampons, l'enherbement d'une partie des surfaces ou des techniques culturales préservant le sol sont incluses dans le texte de l'autorisation. Par exemple, pour un produit contenant la matière active fluaziname, l'autorisation a été complétée l'an dernier par diverses conditions concernant la dérive et le ruissellement. Si ces mesures ne sont pas suffisantes, les autorisations sont retirées.

Actuellement, nous ne disposons pas d'un instrument permettant de quantifier la réduction des risques ainsi obtenue.



Heure des questions du 23 Septembre 2019

Question 19.5537 Munz

Vorsorgliche Sistierung von Verkauf und Ausbringung von Chlorothalonil, zum Schutz der Bevölkerung?

Der Bundesrat schreibt auf meine Frage 19.5388, dass im Verfahren zur Rücknahme von Chlorothalonil-Produkten neue Informationen von Herstellern geprüft werden. Konzerne können so aufschiebende Wirkung auf das Verbot von Verkauf und Ausbringung erwirken. Zudem werden Gerichtsverfahren mit verzögernder Wirkung angestrebt. Müsste der Bundesrat nicht das Vorsorgeprinzip anwenden und eine Sistierung von Verkauf und Ausbringung verfügen, im Sinne eines Gesundheitsschutzes der Bevölkerung?

Réponse

Le droit d'être entendu et le principe de proportionnalité s'appliquent à toutes les décisions. Le retrait du marché d'un produit sans délai et sans possibilité pour les parties de se faire entendre est certainement la forme de décision qui remet le plus en cause ces principes. Elle doit être réservée aux cas d'urgence immédiate.

La nécessité d'agir pour respecter les prescriptions légales n'est pas mise en question. Par contre, en ce qui concerne le chlorothalonil, nous ne sommes pas dans une situation d'urgence qui justifierait un retrait immédiat sans possibilité préalable pour les parties de se faire entendre. Les cantons sont obligés et ont déjà pris des mesures dans les captages d'eau concernés. Pour ces raisons, le droit préalable de s'exprimer a été accordé aux parties. La procédure suit son cours et permettra de prendre une décision en connaissance des dernières informations disponibles.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5540 Cattaneo

Monitoraggio della burocrazia: a che punto siamo?

Ad aprile 2019 è stata pubblicata la terza edizione del "Monitoraggio della burocrazia". I risultati indicano che due terzi delle aziende intervistate continua a percepire l'onere amministrativo come elevato o piuttosto elevato.

1. Qual è l'obiettivo di questo sondaggio?
2. Sulla base di questi risultati, quali misure intende adottare il Consiglio federale per finalmente ridurre il carico amministrativo delle aziende?
3. Si prevede di continuare ad utilizzare questo strumento anche in futuro?

Réponse

1. Le baromètre de la bureaucratie permet de tenir compte de la dimension subjective de la charge réglementaire à tous les échelons: fédéral, cantonal, communal, ou encore international. C'est un sondage régulier et standardisé. Il doit permettre de faire des observations sur la perception de la charge et son évolution en général et quant aux domaines de réglementation touchés. Le sondage est aussi utilisé par certains cantons.
2. Le Conseil fédéral considère l'allègement administratif des entreprises comme une tâche permanente et il en tient compte régulièrement lorsque des révisions sont mises en œuvre. Par ailleurs, divers travaux sont en cours suite à des interventions parlementaires qui ont été approuvées. Par exemple, l'analyse d'impact de la réglementation doit être renforcée suite aux décisions prises par le Conseil fédéral pour mettre en œuvre les motions 15.3400 Vogler et 15.3445 Groupe libéral-radical. Un "Quick-check" sera introduit ainsi qu'une évaluation plus systématique des coûts de la réglementation; pour les projets importants une analyse d'impact approfondie doit être faite. En addition, conformément à la motion 16.3388 Sollberger, le Conseil fédéral va soumettre au Parlement un projet sur une loi "antibureaucratie". Un rapport sur les obligations de documentation et d'archivage, contenant des mesures de simplification, est également en cours d'élaboration. Finalement, les travaux de mise en œuvre de

la motion 16.3360 Groupe libéral-radical sur le frein à la réglementation sont en cours.

3. Dans le rapport "Allègement administratif" de 2015, le Conseil fédéral a annoncé qu'il effectuerait le monitoring de la bureaucratie tous les quatre ans. La prochaine enquête est prévue pour 2022. Toutefois, le Conseil fédéral se réserve la possibilité de modifier la périodicité de l'enquête.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5546 Guhl

Durchlaufen Metaboliten exakt denselben Zulassungsprozess, wie die Wirkstoffe, aus denen sie entstehen?

Wenn ein Wirkstoff, von dem bekannt ist, dass er über die Zeit in verschiedene Metaboliten zerfällt, das Zulassungsverfahren für Pestizide durchläuft: Werden seine Metaboliten einem identischen Zulassungsprozess mit exakt denselben Anforderungen unterzogen, wie der Wirkstoff selber und wenn nein, aus welchen Gründen?

Réponse

Les mêmes exigences sanitaires s'appliquent tant à la substance active qu'à ses métabolites dans les eaux souterraines. Ces produits ne doivent pas constituer un risque pour la santé du consommateur. Un produit phytosanitaire n'est pas autorisé si la concentration attendue de la substance active ou de ses métabolites pertinents dans les eaux souterraines dépasse 0,1 microgramme par litre.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5550 Markwalder EU-Marktzugang für die MedTech-Branche sichern

Die Medizinaltechnikbranche ist stark exportanhängig und die damit verbundenen 59'000 Arbeitsplätze sind für die Schweiz von grosser Bedeutung (16 Milliarden Umsatz, 11 Milliarden aus dem Exportgeschäft, 1400 Zulieferer und Hersteller). Die Sicherung des Marktzuganges ist damit von grösster Wichtigkeit. Wie will der Bundesrat diesen Marktzugang trotz Differenzen mit der EU sicherstellen?

Réponse

Le secteur de la technique médicale est un secteur économique important tant pour la Suisse en tant que place industrielle que pour l'industrie d'exportation. Le Conseil fédéral est conscient de l'importance de l'accès au marché de l'UE pour ce secteur. Cet accès est facilité par l'Accord sur la reconnaissance mutuelle (ARM), qui doit être mis à jour compte tenu de la nouvelle réglementation, en Suisse et dans l'UE.

Le Conseil fédéral s'engage pour une mise à jour de ce chapitre dans les temps, soit d'ici mai 2020. En novembre 2018 déjà, le comité mixte de l'ARM avait décidé de lancer les travaux techniques visant la mise à jour. Cependant, en décembre 2018, la Commission européenne a émis des réserves quant à l'actualisation d'accords existants. Le DEFR est actuellement en contact avec la Commission européenne pour clarifier la situation.

Le Département fédéral de l'intérieur et le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche examinent actuellement les différentes options dans l'éventualité où l'ARM ne pourrait pas être mis à jour à temps. Les offices concernés travaillent en collaboration avec la branche.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5554 Hadorn

AKW-Ausstieg / Flop-Reaktor ASTRID: Scheitern ist Grundlage für Beitragsreduktion an Euratom

Nach dem Scheitern des franz. Forschungs-Reaktors ASTRID, Nachfolgeprojekt des ebenfalls gescheiterten Schnellbrüters Superphenix, entfällt ein wesentlicher Grund für die direkt und indirekt gesprochenen Bundesgelder (allenfalls via PSI, ETH) an das Euratom-Forschungsprojekt ESFR-SMART, zumindest was den entsprechenden Projektteil betrifft. Aus welchen Budgetposten und in welcher Höhe waren öffentliche Gelder für dieses Projekt eingestellt, deren Grund und Berechtigung nun wegfallen?

Réponse

Associée au programme de recherche d'Euratom, la Suisse verse des contributions calculées au prorata du montant total affecté chaque année par l'UE aux crédits d'engagement dédiés à ce programme. Elle contribue toutefois au programme dans son ensemble et non pas spécifiquement aux projets de recherche sélectionnés par la Commission européenne. Si l'on tient compte du niveau de contribution de la Suisse en 2017 et du budget du projet de recherche ESFR-SMART, la contribution à ce projet s'élève à environ 190'000 EUR.

Quand bien même l'interruption du prototype ASTRID devait être formellement confirmée par le Commissariat français à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, l'Institut Paul Scherrer s'attend à ce que le projet de recherche ESFR-SMART, qu'il coordonne, puisse être mené à bien comme prévu. L'interruption du projet français de prototype de réacteur de génération IV n'implique en rien l'interruption des recherches fondamentales et appliquées concernant la quatrième génération de réacteur dans le cadre d'Euratom. Si toutefois cette interruption devait affecter le projet ESFR-SMART et justifier une modification de son budget, il n'est pas exclu que la contribution de la Confédération suisse au programme de recherche d'Euratom soit ajustée en conséquence, via le mécanisme de régularisation des contributions prévu dans l'accord d'association de décembre 2014.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5559 Gugger

Welche Problemsubstanzen könnten uns in Zukunft noch überraschen?

Die Risiken von Chlorothalonil für Mensch und Umwelt wurden jahrzehntelang unterschätzt, seine Metaboliten im Grundwasser nicht überwacht. Mit diesem Vorgehen hat der Bund das Vorsorgeprinzip nicht nur verletzt, sondern schlicht ignoriert. Wie viele Stoffe, die aufgrund von zugelassenen Wirkstoffen in Gewässern, im Boden bzw. im Grund- und Trinkwasser auftreten können, werden aktuell in der Schweiz gemessen? Wie viele Stoffe werden heute als „nicht relevant“ ignoriert? Was tut der Bundesrat?

Réponse

Les contrôles réguliers de la présence de métabolites de produits phytosanitaires dans les eaux souterraines ne sont possibles que depuis peu de temps grâce au développement des techniques d'analyse. Dans le dernier rapport NAQUA sur l'observation nationale des eaux souterraines, 14 métabolites ont ainsi fait l'objet en 2016 de contrôles réguliers. Depuis, d'autres métabolites sont également sous surveillance.

Afin de permettre aux services cantonaux chargés du contrôle des eaux potables de concentrer leurs analyses sur les métabolites les plus importants, l'Office fédéral de l'agriculture, en collaboration avec l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, publie une liste de ces métabolites. Cette liste contient 59 métabolites différents. Elle est mise à jour au fur et à mesure des nouvelles connaissances.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5483 Steinemann Härtefälle ausserhalb des Asylbereichs

Die vom Bund bestellte Studie betr. Sozialhilfe von Drittstaatsausländern befördert auf Seite 30 zu Tage, dass Härtefälle nach ihrer Legalisierung überdurchschnittlich oft Sozialhilfe beanspruchen würden.

Offiziellen Angaben zufolge leben sans papiers in illegalen Arbeitsverhältnissen und werden zu Beitragszahlern.

Wie viele haben einen Härtefall erhalten und in den folgenden zwei Jahren Fürsorge bezogen?

Wie viele fünf Jahre nach ihrer Regularisierung?

Wie viele 10 bzw. 20 Jahre danach?

Antwort

Grundsätzlich können Ausländerinnen und Ausländer ohne Anwesenheitsregelung (Sans-Papiers) nur dann eine Härtefallbewilligung erhalten, wenn sie tatsächlich eine Erwerbstätigkeit ausüben. Dem SEM sind nur wenige Fälle bekannt, in denen ehemalige Sans-Papiers nach der Erteilung einer Härtefallbewilligung Sozialhilfe beziehen. Dies ist beispielsweise dann möglich, wenn die Erwerbstätigkeit aus gesundheitlichen Gründen aufgegeben werden muss.

Im Jahr 2018 haben 716 Sans-Papiers eine Aufenthaltsbewilligung wegen eines schwerwiegenden persönlichen Härtefalls erhalten. Davon wurden 632 Aufenthaltsbewilligungen im Rahmen der bis Ende 2018 befristeten «Aktion Papyrus» des Kantons Genf erteilt. 2017 waren es insgesamt 607, 2016: 410 und 2015: 328 Härtefallregelungen.

Die Studie «Sozialhilfebezug von Ausländerinnen und Ausländern aus Drittstaaten: Statistische Auswertungen» (Büro BASS) vom 5. November 2018 hält fest, dass bei Härtefällen ausserhalb des Asylbereichs und Einreise nach 2008 im Jahr 2016 ein überdurchschnittlicher Sozialhilfebezug von 13% vorlag. Eine weitergehende Analyse, die zusätzlich auch den Grund für die Härtefallregelung berücksichtigt (z.B. späterer Sozialhilfebezug von ehemaligen Sans-Papiers) wurde jedoch nicht durchgeführt. Aus diesem Grund können keine näheren Angaben gemacht werden, wie viele ehemalige Sans-Papiers Sozialhilfe beziehen.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5485 Steinemann Gesicherte Identitäten der eritreischen Migranten II

In 19.5398 wird ausgeführt, dass die Asylsuchenden ihre Reisepapiere und Identitätsausweis abzugeben hätten.

Betr. Asylantragsteller:

Wie viele Eritreer haben solche Papiere abgegeben?

Bei wie vielen Asylantragstellern ist die Identität gesichert?

Wie viele haben Alter und Namen bloss glaubhaft gemacht?

Familiennachzug:

Wie viele Eritreer haben solche Papiere abgegeben?

Bei wie vielen Familiennachzügler*innen ist die Identität gesichert?

Wie viele haben Alter und Namen bloss glaubhaft gemacht?

Antwort

Wie bereits in der Antwort auf Frage 19.5398 ausgeführt, müssen Asylsuchende gemäss Artikel 8 des Asylgesetzes im Rahmen ihrer Mitwirkungspflicht u. a. ihre Identität offenlegen. Die Identität einer asylsuchenden Person gilt als erstellt, wenn diese nachgewiesen oder zumindest glaubhaft gemacht wurde und sie die Behörde mit überwiegender Wahrscheinlichkeit für gegeben hält. Es wird im Rahmen des Asylverfahrens nicht statistisch ausgewiesen, ob die Identität einer asylsuchenden Person nachgewiesen oder glaubhaft gemacht wurde. Hingegen wird statistisch erfasst, ob eine asylsuchende Person Identitätspapiere eingereicht hat. Ist es einer asylsuchenden Person nicht gelungen, ihre Identität glaubhaft zu machen, wird diese weder als Flüchtling anerkannt noch vorläufig aufgenommen. Auch der Familiennachzug wird nicht bewilligt.

2018 haben insgesamt 600 eritreische Staatsangehörige im Rahmen von Asylgesuchen und Gesuchen um Familiennachzug Identitätspapiere eingereicht. Vom 1. Januar bis 31. August 2019 wurden 377 eritreische Identitätspapiere abgegeben.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5494 Steinemann Überforderter Staat mit abgewiesenen Asylbewerbern

Ein Marokkaner macht Schlagzeilen. Der Blick schreibt unter dem Titel "Behörden geben Opfern Mitschuld": "Die Schweiz hat ein massives Problem im Umgang mit kriminellen, abgewiesenen Asylbewerbern..."

Kann der Bundesrat die Aussage des "Blick" quantifizieren:
Wie viele Abgewiesene kann die Schweiz nicht ausweisen?
Wie viele Abgewiesene sind kriminell?
Wie viele können nicht identifiziert werden/haben keine Papiere?
Ist Administrativhaft für chronisch Kriminelle nicht möglich wegen der EMRK?

Antwort

Die Rückkehrstatistiken des SEM unterscheiden nicht zwischen straffälligen und nicht straffälligen Personen. Am 31. August 2019 waren 4'131 Personen aus dem Asylbereich in der Rückkehrunterstützung des SEM erfasst. Diese Zahl schliesst auch die Personen ein, bei denen das Asylverfahren noch nicht rechtskräftig abgeschlossen wurde sowie auch all jene, die freiwillig ausreisen oder problemlos zurückgeführt werden können. Die grosse Mehrheit dieser Personen besitzen keine Papiere und müssen identifiziert werden. Derzeit befinden sich 2'548 Personen in dieser Phase der Identitätsabklärung, wobei sich eine grosse Mehrheit problemlos identifizieren lässt.

Die EMRK schliesst die Anordnung von ausländerrechtlichem Freiheitsentzug (Administrativhaft) gegenüber vorbestraften Personen nicht aus; massgebend ist, ob Haftgründe nach dem Ausländer- und Integrationsgesetz vorliegen. Bei der Administrativhaft handelt es sich nicht um eine Strafhaft. Folglich wird die Haft nicht aufgrund einer strafrechtlichen Verurteilung angeordnet, sondern im Hinblick auf die Durchführung eines Wegweisungsverfahrens oder den Vollzug einer Wegweisung. Für die Anordnung der Administrativhaft im Einzelfall sind die Kantone zuständig.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5497 Aeschi Thomas

Begleitung von schwierigen Vollzugsfällen durch das SEM

Bei Zwangsausschaffungen wird am Tag der Abreise das SEM am Flughafen sein (Luzerner Zeitung, 10.09.2019). Gemäss dem SEM gelang es, vermehrt Personen nach Algerien zurückzuführen, bei denen zuvor Versuche gescheitert waren. Was macht das SEM konkret zusätzlich, das die kantonalen Vollzugsbehörden nicht auch tun können? Gibt es Statistiken, wie viele Fälle dank dieser Methode erfolgreich waren? Hat der Bundesrat ein Ziel, wie viele algerische Vollzugsfälle bis wann abgebaut werden?

Antwort

Das SEM kann den Kantonen bei schwierigen Einzelfällen zusätzliche unterstützende Massnahmen anbieten, die über die klassische Vollzugsunterstützung (Identifikation und Beschaffung von Ersatzreisedokumenten) hinausgehen. Dabei handelt es sich insbesondere um eine intensivere Vorbereitung im Vorfeld einer Rückführung, unter Einbezug der verschiedenen involvierten Akteure sowie um die Anwesenheit des SEM am Flughafen am Abflugtag.

Es gibt keine offizielle Statistik zu diesen zusätzlichen Massnahmen des SEM. 2018 konnten 66 algerische Staatsangehörige zurückgeführt werden. Dies entspricht einer Verdoppelung gegenüber dem Vorjahr (2017: 27). Der Bund will die Kantone beim Wegweisungsvollzug künftig aber noch stärker unterstützen, indem z.B. neu ein Case Management insbesondere für schwierige Fälle betrieben werden soll.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5498 Aeschi Thomas Migration: Zusätzliche Verbindungsoffiziere

Der Bund zählt heute sieben Verbindungspersonen für Migration. Zwei bis drei weitere Verbindungspersonen will das SEM an noch nicht definierten Orten installieren, wie z.B. in Afghanistan oder im Irak. Können die EDA-Mitarbeiter diese Migrationsaufgaben nicht selbst erledigen? Weshalb nicht? Hat das SEM eine Bewertung des Einsatzes dieser Verbindungspersonen im Vollzugsbereich vorgenommen? Wenn ja, was haben sie konkret gebracht? Wird Eritrea als möglicher Einsatzort nicht in Betracht gezogen?

Antwort

Das SEM führt seit vielen Jahren Verbindungspersonen für Migration, ähnlich den Polizeiattachés oder Verteidigungsattachés anderer Ämter. Diese Personen sind Spezialisten im Migrationsdossier und als solche u.a. zuständig für die Abklärung von Einzelfällen im Asylbereich, für die Lagebeurteilung im Gaststaat und die Unterstützung im Wegweisungsprozess. In dieser Funktion unterstützen sie in prioritären Herkunftsregionen die Botschaften vor Ort und decken aufgrund der üblichen Mehrfachakkreditierung auch Einsatzorte ab, in denen die Schweiz keine Botschaften unterhält. So ist die Verbindungsperson an der schweizerischen Botschaft im Sudan ebenfalls zuständig für Eritrea. Im Rahmen dieser Zuständigkeit reist sie mehrfach im Jahr nach Eritrea und kann dabei die Infrastruktur der Botschaft der Bundesrepublik Deutschland nutzen. Dank dem Einsatz dieser Verbindungspersonen kann der Vollzug effizienter gestaltet werden. Sie sind ein wichtiges und wirksames Instrument einer aktiven Migrationsaussenpolitik.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5504 Grossen Jürg

Welche Möglichkeiten haben die Kantone, um Lehrabbrüche bei negativen Asylentscheiden zu verhindern?

Der Bundesrat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

1. Bei einem negativen Asylentscheid muss die betroffene Person eine angefangene Lehre meist abbrechen. Ist es richtig, dass gemäss Art. 14 AsylG resp. Art. 30a VZAE Ausnahmen möglich sind?
2. Muss der Anstoss für eine solche Ausnahme vom betroffenen Kanton oder vom Bund ausgehen?
3. Wie oft hat der Kanton Bern in den vergangenen 5 Jahren eine solche Ausnahme beantragt?
4. Gibt es weitere Möglichkeiten für eine solche Ausnahme?

Antwort

1. Die beiden genannten Bestimmungen ermöglichen Personen aus dem Asylbereich eine berufliche Grundausbildung zu absolvieren. Dies gilt auch dann, wenn vor Abschluss einer Lehre ein negativer Asylentscheid gefällt wird.
2. Es handelt sich dabei um Ausnahmefälle, die vom Kanton dem Staatssekretariat für Migration (SEM) zur Zustimmung unterbreitet werden.
3. Es können nur Fälle, die gestützt auf Art. 30a VZAE geregelt wurden, ausgewertet werden. Der Kanton Bern hat 2015 ein Gesuch und 2019 zwei Gesuche gestellt, die beide bewilligt wurden.
4. Erfolgt der negative Asylentscheid kurz vor Abschluss einer Ausbildung, kann die Ausreisefrist so angesetzt werden, dass die Ausbildung in der Schweiz noch abgeschlossen werden kann. Dies ist längstens für sechs Monate möglich. Um weitere Ausnahmen zu erlauben, wäre eine Änderung der gesetzlichen Grundlagen nötig.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5509 Marti Samira

Engagement der Schweiz für die Einhaltung des Grenzkodex?

Nicht nur für Kroatien, sondern auch für das Schengen-Mitglied Slowenien ist umfangreich dokumentiert, dass die Behörden den Zugang zum Asylverfahren systematisch verweigern und Asylsuchende illegal, ohne Prüfung des Einzelfalls, abschieben (siehe z.B. www.borderviolence.eu; Berichte von Amnesty International und der slowenischen NGO InfoKolpa). In welcher Form setzt sich der Bundesrat dafür ein, dass die Vorgaben des Grenzkodex von bestehenden Schengen-Mitgliedsstaaten eingehalten werden?

Frage 19.5514 Meyer Mattea

Aufnahme von Kroatien in den Schengen-Raum nur bei Einhaltung des Grenzkodex?

Ist der Bundesrat gewillt, seine Möglichkeiten auszuschöpfen, damit Kroatien nur dann in den Schengen-Raum aufgenommen wird, wenn gewährleistet ist, dass es den Grenzkodex vollumfänglich einhält und asyl- und grundrechtliche Prinzipien respektiert? Wenn nein, weshalb nicht? Wenn ja, welche Einflussmöglichkeiten hat der Bundesrat dazu?

Antwort

Die Kontrolle der Schengen-Aussengrenze richtet sich nach dem Schengener Grenzkodex, welcher die Einhaltung der Grundrechte vorgibt. Obschon Kroatien noch kein vollständiges Mitglied der Schengen-Zusammenarbeit ist, ist es mit Blick auf den geplanten Beitritt zum Schengen-Raum verpflichtet, die Regeln des Schengener Grenzkodex anzuwenden. Die Europäische Kommission ist dafür zuständig, die Einhaltung von EU-Recht zu überwachen. Sie beobachtet die Situation und kann bei Bedarf auch Massnahmen einleiten.

In Hinblick auf eine Aufnahme von Kroatien in den Schengen-Raum wird die korrekte Anwendung der Schengener Verpflichtungen überprüft werden. Diese Überprüfung wird im Rahmen von Schengen-Evaluierungen durch die Europäische Kommission unter Beihilfe von Sachverständigen aus Schengen-Staaten regelmässig wiederholt werden, wie dies bei Slowenien bereits der Fall ist. Diese Evaluierungen umfassen auch die Respektierung asyl- und grundrechtlicher Prinzipien.



Durch ihre Assoziierung an Schengen/Dublin hat die Schweiz zwar ein Mitspracherecht, aber kein Mitentscheidungsrecht. Die Schweiz setzt sich aber sowohl in bilateralen Dialogen als auch auf multilateraler Ebene dafür ein, dass ein effektiver Grenzschutz nicht zu Lasten der internationalen und europäischen Asyl- und Menschenrechtsnormen gehen darf.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5510 Marti Samira

Push-Back von Kroatien: Welche Konsequenzen zieht das SEM aus Urteilen des BVGer?

Das BVGer kommt in zwei Urteilen (E-3078/2019; F-4030/2019) zum Schluss, dass sich das SEM im Rahmen zweier Asylgesuche nicht ausreichend mit der aktuellen Situation in Kroatien auseinandergesetzt hat. Das SEM ist nun verpflichtet, zu überprüfen, ob in Kroatien für Asylsuchende generell die Gefahr einer unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung bestehe. Welche Konsequenzen zieht das SEM aus diesen Gerichtsurteilen in Hinblick auf zukünftige und hängige Wegweisungsverfahren nach Kroatien?

Frage 19.5516 Meyer Mattea

Push-Back von Kroatien: Wie verbessert das SEM seine Lagebeurteilung?

Das BVGer hat im August zum zweiten Mal eine Dublin-Rückführung nach Kroatien abgelehnt und u.a. damit begründet, dass das SEM zu wenig auf die zahlreichen Berichte zu illegalen Push-Backs eingegangen ist. Wie kam das SEM zum Schluss, dass in Kroatien trotz zahlreichen anderslautenden Dokumentationen der Zugang zum Asylverfahren gewährleistet sei und keine Existenzgefährdung vorliegen könnte? Was unternimmt das SEM, um die menschenrechtliche Lage vor Ort besser beurteilen zu können?

Antwort

Das SEM überwacht die Entwicklungen in Kroatien wie auch in allen anderen Dublin-Staaten laufend und passt seine Asyl- und Wegweisungspraxis bei Bedarf an. Dabei berücksichtigt das SEM auch die aktuelle Rechtsprechung des Bundesverwaltungsgerichts. Das Bundesverwaltungsgericht hat mit den zwei genannten Urteilen Überstellungen nach Kroatien nicht generell ausgesetzt. Vielmehr hat es das SEM in diesen zwei Einzelfällen angehalten, nähere Ausführungen zur Situation in Kroatien zu machen, auch im Hinblick auf die spezifischen Bedürfnisse der betroffenen Personen.

Personen, die im Rahmen des Dublin-Verfahrens von der Schweiz nach Kroatien überstellt werden, werden ausnahmslos in die Hauptstadt Zagreb transferiert; das heisst, sie befinden sich nach ihrer Rückkehr nicht im grenznahen Gebiet zu Bosnien und Herzegowina. Nach Erkenntnissen des SEM haben Dublin-Rückkehrende in Kroatien Zugang zum Asylverfahren.



Was die Menschenrechtslage in Kroatien betrifft, setzt sich die Schweiz zudem auf europäischer Ebene dafür ein, dass alle Dublin-Staaten die Menschenrechte, die Genfer Flüchtlingskonvention und dabei insbesondere das Non-Refoulement-Prinzip respektieren und umsetzen. Die Europäische Kommission ist in der EU für die Überwachung der Einhaltung von EU-Recht zuständig. Sie beobachtet die Situation und kann bei Bedarf Massnahmen einleiten.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5511 Marti Samira

Vorsitz am OECD Ministerial Meeting on Migration and Integration: Werden Push-Backs von Kroatien zum Thema?

Bundesrätin Karin Keller-Sutter hat kürzlich darüber informiert, dass sie im Januar 2020 den Vorsitz am „OECD Ministerial Meeting on Migration and Integration“ in Paris innehaben wird. In Anbetracht der Dringlichkeit der Situation, inwiefern wird die Bundesrätin am OECD Meeting die Menschenrechtsverletzungen an den kroatischen Grenzen thematisieren?

Frage 19.5515 Meyer Mattea

Vorsitz am «OECD Ministerial Meeting on Migration and Integration»: Wird die Wiedereinführung des Botschaftsasyls diskutiert?

Bundesrätin Karin Keller-Sutter hat kürzlich darüber informiert, dass sie im Januar 2020 den Vorsitz am „OECD Ministerial Meeting on Migration and Integration“ in Paris innehaben wird. Ist die Bundesrätin dazu bereit, sich im Rahmen dieses Meetings für die Wiedereinführung des Botschaftsasyls stark zu machen, das insbesondere für besonders verletzte Personen wichtig ist?

Antwort

Als Wirtschaftsorganisation behandelt die OECD vorwiegend wirtschaftliche Aspekte der Migration. Im Vordergrund stehen dabei Fragen rund um die Arbeitsmarktpolitik. Die Asylpolitik wird dabei nur am Rande tangiert, nämlich im Zusammenhang mit Fragen rund um die Integration von Flüchtlingen in den Arbeitsmarkt. In diesem Sinne gehören die Frage des Botschaftsasyls oder des sogenannten «Push-backs» aus Kroatien nicht in den Themenkreis der Konferenz.

Was die Menschenrechtssituation in Kroatien betrifft, setzt sich die Schweiz jedoch auf europäischer Ebene dafür ein, dass alle Dublin-Staaten die Menschenrechte, die Genfer Flüchtlingskonvention und dabei insbesondere das Non-Refoulement-Prinzip respektieren und umsetzen.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5512 Steinemann

Vorfälle in den Bundesasylzentren und der Sicherheitsaufwand

Der Bund gibt immer höhere Beträge für private Sicherheitsfirmen in den Bundesasylzentren aus und begründet dies mit der Umstrukturierung des Asylwesens.

1. Wie viele Polizeieinsätze sind in den Jahren 2014 bis heute jeweils in den Asylzentren des Bundes notwendig geworden?

2. Wie hat sich in diesen Jahren der Aufwand des Bundes für die Sicherheit in den Asylzentren im Vergleich zur Zahl der untergebrachten Asylbewerber entwickelt?

Antwort

Frage 1:

In den Jahren 2014 bis Mitte 2019 wurden in den Asylunterkünften des Bundes insgesamt 1955 Polizeieinsätze verzeichnet. Umgerechnet auf die Anzahl der Standorte, die in diesen Jahren in Betrieb waren, sind pro Monat rund 2 Interventionen pro Zentrum zu verzeichnen.

Frage 2:

Im Jahr 2014 betragen die Kosten für die Sicherheitsfirmen in den Bundesasylzentren rund 29 Millionen bei rund 2'200 Betten, welche im Jahresmittel in Betrieb waren. Umgerechnet ergibt das rund 36 Franken Sicherheitskosten pro Bett pro Tag. Diese Kosten sind angestiegen auf rund 44 Millionen im Jahr 2018, dies jedoch bei rund 3'200 Betten. Dies entspricht rund 37 Franken pro Bett pro Tag. Für das erste Halbjahr 2019 liegen die Sicherheitskosten im selben Bereich.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5513 Steinemann

Warum erhielt der Mörder von Frankfurter Bahnhof in der Schweiz Asyl?

Ende Juli hat ein in der Schweiz lebender Eritreer am Bahnhof Frankfurt ein Kind durch einen Stoss vor den einfahrenden Zug getötet. Er sei hier als Flüchtling anerkannt worden, entnimmt man den Medien. Welche Gründe haben zu seiner Flüchtlingseigenschaft geführt?

Antwort

Aus Gründen des Persönlichkeits- und des Datenschutzes kann das SEM zu Einzelfällen keine Auskünfte erteilen. Das Asylgesetz sieht vor, dass die Flüchtlingseigenschaft nur anerkannt wird, wenn eine Person in ihrem Heimatstaat oder im Land, in dem sie zuletzt wohnte, wegen ihrer Rasse, Religion, Nationalität, Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder wegen ihrer politischen Anschauungen ernsthaften Nachteilen ausgesetzt ist oder begründete Furcht hat, solchen Nachteilen ausgesetzt zu werden. Als ernsthafte Nachteile gelten namentlich die Gefährdung des Leibes, des Lebens oder der Freiheit sowie Massnahmen, die einen unerträglichen psychischen Druck bewirken. Das Staatssekretariat für Migration SEM prüft jedes Asylgesuch sorgfältig und einzelfallspezifisch. Sind die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt, wird die entsprechende Person als Flüchtling anerkannt.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5536 Aeschi Thomas Absichtlich verzögerte Dublin-Übernahmegesuche

Wie viele Dublin-Übernahmegesuche wurden von den angefragten Staaten in den letzten 12 Monaten nicht fristgerecht beantwortet, sodass die Schweiz abschliessend zuständig wurde? Um welche Dublin-Staaten handelt es sich dabei?

Antwort

Die Dublin-Verordnung sieht vor, dass die Nicht-Beantwortung eines Ersuchens um Aufnahme oder Wiederaufnahme durch den angefragten Staat innerhalb der vorgegebenen Fristen als stillschweigende Zustimmung gilt. Folglich gibt es die Konstellation nicht, dass die Schweiz zuständig wird, weil ein anderer Staat nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen antwortet.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5548 Glarner Die Schweiz ein Paradies für Illegale?

Wie oft kam es in den vergangenen 12 Monaten vor, dass andere Dublin-Staaten einen mehrmonatigen illegalen Aufenthalt in der Schweiz nachweisen konnten, womit die Schweiz zuständig wurde? Von wie vielen Personen, die sich illegal in der Schweiz aufhalten, geht der Bundesrat aus?

Antwort

In den vergangenen zwölf Monaten hat die Schweiz in einem Fall dem Ersuchen eines Dublin-Staats entsprochen, weil sich die Person während längerer Zeit in der Schweiz illegal aufgehalten hatte.

Die Zahl der illegal Anwesenden in der Schweiz kann naturgemäss nicht genau bestimmt werden. Es handelt sich dabei nicht nur um Personen aus dem Asylbereich, die sich trotz eines rechtskräftig abgelehnten Asylgesuchs in der Schweiz aufhalten, sondern beispielsweise auch um Personen, die über keine gültige Aufenthaltsgenehmigung verfügen. Gemäss der letzten Studie des Bundes aus dem Jahr 2015 wurde die Zahl dieser sogenannten Sans-Papiers in der Schweiz auf 76 000 geschätzt. Gemäss derselben Studie sind rund 86% der erwachsenen Sans-Papiers erwerbstätig, jeder zweite davon in einem Privathaushalt.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5558 Bühler

Cas de rigueur pour apprentis refusant de quitter la Suisse

Dans un article du Bund du 27.8, le SEM prend position comme suit: "Die Bundesgesetze stellen ausreichend Rechtsgrundlage dar, um in Einzelfällen Asylsuchende, die sich in einer Lehre befinden, als Härtefall anzuerkennen".

Quelles sont donc ces bases légales?

En 2018 et 2019, combien de cas de rigueur ont-ils été reconnus par le SEM alors qu'ils avaient la possibilité de quitter volontairement la Suisse?

Le refus de respecter une décision de renvoi est-il récompensé par un permis de séjour?

Antwort

L'art. 14 alinéa 2 de la LAsi et l'art. 30a OASA donnent la possibilité aux personnes relevant du domaine de l'asile d'effectuer et de terminer une formation professionnelle, pour autant que les conditions desdites dispositions soient remplies. Ces conditions comprennent notamment une situation de rigueur et une durée de séjour d'au moins cinq ans en Suisse (art. 14 alinéa 2 LAsi). Une autorisation de séjour pour cas de rigueur suppose toujours que la personne concernée n'a fait l'objet d'aucune plainte en Suisse.

En 2018, le SEM a approuvé les conditions de séjour de 124 personnes en application de cette disposition légale et 14 jeunes personnes sans statut légal ayant effectué leur scolarité en Suisse ont obtenu une autorisation de séjour aux conditions de l'art. 30a OASA.

Le refus de respecter une décision de renvoi ne saurait être récompensé.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5488 Roland Rino Büchel Programmbeiträge an Schweizer NGOs - Reform notwendig?

Die DEZA alimentiert Schweizer NGOs jährlich mit einem dreistelligen Millionenbetrag, den sogenannten "Programmbeiträgen". Die Vergabepaxis wird derzeit reformiert. Weshalb war diese Reform notwendig?

War die bisher angewandte Praxis der Vergabe von Programmbeiträgen durch die DEZA immer unproblematisch und mit dem Subventionsgesetz vereinbar?

Falls nicht, wo lagen die Probleme?

Antwort

Die bisherige Vergabepaxis war mit dem Subventionsgesetz vereinbar. 2017 empfahl eine unabhängige Evaluation jedoch, die strategische Grundlage für die Zusammenarbeit mit NGO zu aktualisieren und ein besser nachvollziehbares Vergabesystem für Programmbeiträge an Schweizer NGO zu definieren.

Die im Juli 2019 veröffentlichten Richtlinien für die Zusammenarbeit mit Schweizer NGO, die auf der Website des EDA zugänglich sind, nehmen diese Vorschläge auf. Sie sehen ein Vergabesystem vor, das den Wettbewerb erhöht und auch neuen NGO den Zugang zu DEZA-Programmbeiträgen ermöglicht.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5493 Claudia Friedl

Ernennung eines neuen Armeechefs in Sri Lanka mit Aufarbeitung der Kriegsverbrechen vereinbar?

Sri Lanka hat den Kriegsverbrecher Shavendra Silva zum neuen Armeechef ernannt. Hat der Bundesrat diese Frage gegenüber der Regierung von Sri Lanka angesprochen oder wurde sie im Menschenrechtsdialog erwähnt? Was unternimmt die Schweiz, damit die Kriegsverbrechen in Sri Lanka umfassend aufgearbeitet werden, wie das auch die UNO mehrfach vorgeschlagen hat?

Antwort

Der Bundesrat ist tief besorgt über die Ernennung Shavendra Silvas zum Armeechef in Sri Lanka. Silva ist ein mutmasslicher Kriegsverbrecher, der vom UNO-Menschenrechtskommissariat schwerer Vergehen gegen das humanitäre Völkerrecht bezichtigt wird. Seine Ernennung ist ein herber Rückschlag für den nationalen Versöhnungsprozess in Sri Lanka.

Die Schweiz thematisiert die Menschenrechte regelmässig in den bilateralen Konsultationen und engagiert sich aktiv auf multilateraler Ebene, etwa im UNO-Menschenrechtsrat. Ausserdem hat die Schweiz am 20. August 2019 zusammen mit gleichgesinnten Staaten eine Erklärung veröffentlicht, in der sie ihre tiefe Besorgnis über die Ernennung Silvas zum Ausdruck bringt. Daneben engagiert sich die Schweiz seit Jahren auch vor Ort für die Vergangenheitsbewältigung in Sri Lanka.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5503 Fabian Molina

Zusammenarbeit des Bundesrats mit der neuen EU-Kommission

Sieben Schweizer Bundesräte zählen in Brüssel 27 Ansprechpartner innerhalb der EU-Kommission, wobei 19 der 27 für die neue Amtsperiode vorgeschlagenen Kommissarinnen und Kommissare neu in das Gremium eintreten werden. Gedenkt der Bundesrat eine koordinierte Kontaktaufnahme zu den neuen Kommissionsmitgliedern sicherzustellen sobald diese in ihrem Amt bestätigt worden sind? Wie stellt er eine kohärente Interessenwahrung sicher?

Frage 19.5505 Elisabeth Schneider-Schneiter

Erstes Treffen des Bundesrates mit Frau von der Leyen

Mitte Juli ist die deutsche Verteidigungsministerin Ursula von der Leyen vom Europäischen Parlament zur neuen EU-Kommissions-Präsidentin gewählt worden; vergangene Woche hat die designierte Kommissionschefin ihr neues Team vorgestellt. Wann wird der Bundesrat Frau von der Leyen zu einem ersten Treffen einladen bzw. um ein erstes Treffen ersuchen?

Antwort

Eine rasche Kontaktaufnahme mit der designierten Kommissionspräsidentin ist ein wichtiges politisches Signal. Die entsprechende Anfrage befindet sich in Vorbereitung. Ebenso ist die koordinierte Planung (Zeitplan und inhaltliche Positionen) der nächsten Treffen mit den Mitgliedern der neuen Europäischen Kommission in Arbeit. Die neue Kommission wird voraussichtlich am 1. November ihre Funktion aufnehmen. Die kohärente Interessenwahrung wird durch den bundesrätlichen Ausschuss *„Auswärtige Angelegenheiten und Europapolitik“* unter der Leitung des EDA-Vorstehers, durch interdepartementale Koordinationsgruppen auf verschiedenen Ebenen sowie durch die Direktion für europäische Angelegenheiten des EDA sichergestellt.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5517 Erich von Siebenthal Finanzierung der UNRWA — aussenpolitische Strategie 2020-2023

Gemäss Antwort des Bundesrates auf die Frage 19.5383 sollen die Untersuchungsergebnisse im Zusammenhang mit mutmasslichen Fehlverhalten des UNRWA-Managements Ende Oktober 2019 vorgelegt werden. Ist der Bundesrat bereit

- die politische Diskussion über die Tätigkeit und Ausrichtung der UNRWA Blick auf die aussenpolitische Strategie 2020 — 2023 zu forcieren?
- den Entschied über die Wiederaufnahme der Finanzierung der UNRWA (Jahresbeitrag und Projekte) bis nach der Strategie-Debatte aufzuschieben?

Antwort

Die zukünftige Ausrichtung der Zusammenarbeit der Schweiz mit der UNRWA wird im Rahmen der strategischen aussenpolitischen Vorgaben des Bundesrates für den Nahen und Mittleren Osten erfolgen. Der Bundesrat wird sich in Erfüllung des Postulats Nantermod 18.3557 in einem Bericht zur Zusammenarbeit mit der UNRWA sowie zu den Zukunftsperspektiven dieser Zusammenarbeit äussern. Dabei wird er auch die Untersuchungsergebnisse zum möglichen Fehlverhalten des UNRWA-Managements berücksichtigen.

Für die Wiederaufnahme der Finanzierung an die UNRWA erwartet die DEZA, dass die laufende Untersuchung zeitnah abgeschlossen wird, die Anschuldigungen geklärt werden und dass die Vereinten Nationen die allfälligen nötigen Massnahmen ergreifen.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5519 Carlo Sommaruga

Lutte contre les crimes de guerre: MPC, DFAE, Ehud Olmert: Qui dit la vérité?

Les médias israéliens ont affirmé que le MPC a avisé M. E. Olmert sur les risques d'interpellation en Suisse. La semaine passée à l'heure des questions, le CF I. Cassis a confirmé "il y a eu évidemment des contacts entre le Ministère public de la Confédération et les autorités cantonales et fédérales et donc aussi avec les représentants de l'ambassade israélienne en Suisse", mais le MPC par l'Autorité de surveillance affirme "le MPC conteste cette représentation des faits". Qui dit la vérité ?

Réponse

Le Conseil fédéral renvoie à la réponse écrite du Procureur général de la Confédération du 13 septembre 2019. Le Procureur général suisse, Michael Lauber, informé par la police cantonale de Zurich de la visite privée à venir de M. E. Olmert en Suisse, a contacté le DFAE pour obtenir la confirmation de cette visite. Il s'est également enquis des immunités possibles accordées à E. Olmert lors de cette visite. A la demande des autorités israéliennes, le DFAE leur a expliqué le cadre légal suisse. La décision d'annuler la visite de E. Olmert a été prise unilatéralement par la partie israélienne. Ni le DFAE ni l'Ambassade de Suisse en Israel n'ont été en contact avec E. Olmert.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5520 Carlo Sommaruga

Objectifs du développement durable: Réflexion sur la gouvernance des ODD. Et la Suisse?

La Colombie et la Roumanie, en collaboration avec l'OCDE et le PNUD, organisent un événement de haut niveau sur la Gouvernance des ODD, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, qui réunira les États membres, la société civile, le secteur privé et les médias participant au Sommet des ODD.

Pourquoi la Suisse n'est pas leader de cet événement alors qu'elle axe sa coopération au développement sur la bonne gouvernance et quelle a souscrit les ODD?

Prendra-t-elle part activement à cet événement?

Réponse

L'ouverture de la session de l'Assemblée Générale de l'ONU a lieu la semaine du 23 au 27 septembre. Durant cette semaine, une multitude de rencontres officielles ont lieu comme par exemple le Sommet de l'action pour le climat, le sommet sur les objectifs du développement durable et le débat général de l'Assemblée générale. Additionnellement, l'ONU estime qu'environ six-cents événements parallèles sont organisés par des pays et/ou par des organisations internationales cette même semaine. L'événement à haut niveau sur la Gouvernance des ODD est l'un d'entre eux. La Suisse y sera représentée.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5534 Tiana Angelina Moser

Die neue EU-Kommission als Chance für das Rahmenabkommen

Laut der neuen EU-Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen soll das Dossier Schweiz weiterhin grosse Bedeutung haben. Sie hat wörtlich gesagt, dass sie auf den Verhandlungen der Juncker-Kommission aufbauen wolle.

1. Welche Schritte unternimmt der Bundesrat, um mit der neuen EU-Kommission auf den bisherigen Verhandlungen aufzubauen, deren Ergebnisse der Bundesrat am 7. Juni 2019 als insgesamt positiv eingeschätzt hat?
2. Wie sieht der weitere Zeitplan des Bundesrates dazu aus?

Antwort

Die Vorschläge der designierten Kommissionspräsidentin für die personelle Besetzung und Dossierverteilung der neuen Europäischen Kommission hat der Bundesrat mit Interesse zur Kenntnis genommen. Nach der Bestätigung der Kommission durch das Europäische Parlament wird diese voraussichtlich am 1. November ihre Funktion aufnehmen. Der Bundesrat verlangt Klärungen des Verhandlungsergebnisses über das Institutionelle Abkommen in drei Bereichen. Eine rasche Kontaktaufnahme mit der designierten Kommissionspräsidentin ist ein wichtiger Schritt, um die Grundlage für eine konstruktive Zusammenarbeit zu legen. Die entsprechende Anfrage befindet sich in Vorbereitung. Ebenso ist die koordinierte Planung (Zeitplan und inhaltliche Positionen) der Treffen mit den Mitgliedern der neuen Europäischen Kommission in Arbeit.



Heure des questions du 23 septembre 2019

Question 19.5541 Laurence Fehlmann Rielle **Sponsoring d'ambassades suisses par des multinationales du tabac ou d'autres privés**

En marge de l'affaire du Pavillon suisse de Dubai qui a failli être représenté par Philip Morris comme sponsor principal, on a appris que des ambassades, telle que la rénovation de l'ambassade de suisse en Russie avait aussi été soutenue par des entreprises privées dont un cigarettier.

Le Conseil fédéral pense-t-il :

- que ce type de sponsoring est une bonne image pour notre pays?
- que la Suisse, pays riche, ne peut financer lui-même ses ambassades?

Réponse

Il est vrai que des entreprises privées ont soutenu les festivités lors de l'ouverture de l'Ambassade de Suisse à Moscou. Le sponsoring de tels événements n'est toutefois pas axé prioritairement sur la réduction des coûts pour la Confédération. Les ambassades ont toujours eu une mission de promotion économique de la Suisse dans leurs pays hôtes et de promotion de l'investissement en Suisse. Le sponsoring est un moyen naturel d'intégration de ces intérêts dans le cadre de tels événements.

Conscient de la sensibilité du thème pour la perception de la Suisse à l'étranger, le Chef du DFAE a chargé Présence Suisse de réviser la politique de sponsoring du DFAE.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5542 Bernhard Guhl Syrien: Aktuelle Situation der aus Afrin Vertriebenen

Bei der überfallsmässigen Invasion der Türkei in die Region Afrin in Syrien Anfang 2018 wurden gemäss Antwort des Bundesrates auf die Interpellation 19.3208 150'000 Menschen vertrieben. Wie ist die aktuelle Situation dieser Menschen? Hat sich in der Zwischenzeit etwas verbessert? Was hat die Schweiz für diese Menschen konkret unternommen? Wie gross schätzt der Bundesrat die Chance ein, dass diese Vertriebenen in ihre Heimat zurückkehren können?

Frage 19.5543 Bernhard Guhl Beurteilung der Situation in Syrien, Afrin

In der Region Afrin in Syrien verüben gemäss UNO Menschenrechtsrat die von der Türkei ausgestatteten islamistischen Milizen Gräueltaten. Zudem ist die Türkei daran eine Mauer zu bauen, welche Afrin von Syrien abtrennt. In den Häusern, aus welche Kurden vertrieben wurden, werden Islamisten angesiedelt. Die Vorkommnisse lassen vermuten, dass die türkische Besatzung der Region Afrin nicht von kurzer Dauer sein dürfte. Wie ist aus völkerrechtlicher Sicht die Situation in Afrin zu beurteilen?

Frage 19.5544 Bernhard Guhl Droht in Syrien bei Rojava und Manbidsch eine neue Vertreibung von Menschen durch die Türkei?

Der türkische Präsident Erdogan hat mehrfach angedroht, in Syrien die Stadt Manbidsch sowie die Region Rojava zu besetzen. Dies weil die Türkei angeblich von den Menschen dort bedroht werde - eine Anschuldigung, die an den Haaren herbeigezogen ist. Mit der Ankündigung einer Sicherheitszone entlang der Grenze zwischen Syrien und der Türkei äusserte Präsident Erdogan an, eine Mio. syrische Flüchtlinge dort anzusiedeln. Droht in Rojava eine neue Vertreibung von Kurden durch die Türkei?

Antwort

Der Bundesrat ist besorgt über die Kampfhandlungen im Nordwesten Syriens und die angespannte Lage im Nordosten. Er erachtet den direkten, kritisch-konstruktiven Dialog mit den involvierten Staaten weiterhin als ein zielführendes Mittel, um eine Verbesserung der Konfliktsituation zu erreichen. Die Schweiz nimmt die Situation in Syrien in ihren bilateralen Beziehungen mit der Türkei regelmässig auf, letztmals im



Juli bei einem Treffen der Aussenminister in Ankara. Wie in der Stellungnahme auf die Interpellation 18.3366 Guhl festgehalten, anerkennt der Bundesrat die territoriale Integrität Syriens und betont, dass die völkerrechtliche Stellung des Gebiets Afrin nicht einseitig geändert werden darf.

Aktuell sind in Syrien 6.2 Millionen Binnenvertriebene auf humanitäre Hilfe angewiesen. Sie gehören oftmals zu den verletzlichsten Bevölkerungsgruppen. Die Schweiz hat seit 2011 431 Millionen Franken bereitgestellt. Für 2019 sind CHF 61 Mio. für die humanitäre Hilfe vorgesehen.

Nebst der humanitären Hilfe unterstützt die Schweiz die UNO in Genf in der Suche nach politischen Lösungen. Ebenfalls setzt sie sich für die Achtung und Förderung des humanitären Völkerrechts und der Menschenrechte sowie für den Kampf gegen die Straflosigkeit ein.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5473 Ammann Thomas

Wo liegt das Problem bei der Gemeinschaftszollanlage Kriessern (CH) und Mäder (A)?

Eigentlich hätte die Inbetriebnahme der grenzüberschreitenden Gemeinschaftszollanlage zusammen mit der sanierten Rheinbrücke bei Verkehrsfreigabe eine grosse Blockade im Grenzverkehr gelöst. Es ist nicht nachvollziehbar, dass dieses länderübergreifende Zollprojekt im Schneckentempo daher tümpelt. Seit wieviel Jahren existiert ein Projekt für eine Gemeinschaftszollanlage in Kriessern/Mäder auf österreichischem Boden?

Wieso kann das Projekt nicht zur Baureife und Realisierung geführt werden?

Antwort

Ein erstes Gespräch betreffend eine Gemeinschaftszollanlage in Mäder fand im Juli 2014 statt. Im Hinblick auf die Brückensanierung im Sommer 2019 wurde das Projekt im März 2017 gestartet.

Die Federführung des Projekts liegt beim Land Vorarlberg. Die Eidgenössische Zollverwaltung hat ihre Bedürfnisse inklusive Raumflächen im Juli 2018 definiert und im Rahmen des Projektes eingebracht. Der Zeitpunkt der Realisierung hängt davon ab, wann Vorarlberg grünes Licht gibt und die notwendigen Flächen bereitstellen kann.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5479 Romano

Controllo "aereo" della frontiera: il confine pagherà l'inefficienza di Berna?

É notizia nei media che a fine novembre saranno tolti dal servizio "per anzianità" i droni dell'esercito ADS-95. Da anni sostengono le Guardie di confine nel controllo della frontiera (migrazione e criminalità). Il nuovo modello Hermes900, molto più silenzioso, ordinato 4 anni fa non è ancora stato fornito. Perché questo grave ritardo? Come sarà garantito il servizio a partire dal prossimo autunno? La popolazione coinvolta "subirà" rumori di voli di elicottero notturni? Vi sono alternative?

Antwort

Die Zertifizierung des Drohnensystems Hermes 900 nimmt mehr Zeit in Anspruch als der Lieferant ursprünglich eingeplant hatte. Die Zertifizierung involviert sowohl die israelischen und schweizerischen Luftbehörden als auch das Zulassungsbüro des Bundesamtes für Rüstung armasuisse. Dieser Arbeitsaufwand wurde vom Lieferanten unterschätzt, wodurch Verzögerungen von etwa sechs Monaten entstehen. Nach heutiger Planung können die Drohnen ab dem dritten Quartal 2020 für erste Einsätze genutzt werden. Bis dahin wird die EZV für die Gefahrenabwehr an der Grenze vermehrt auf Helikopter der Armee zurückgreifen. Dies ist mit dem VBS abgesprochen. Dabei werden vor allem Helikopter eingesetzt, welche mit einer Wärmebildkamera ausgerüstet sind, so genannte FLIR. Die EZV ist sich der Lärmemissionen von Luftmitteln bewusst. Der Vorteil der Helikopter liegt darin, dass ihre Einsatz- und Überflugzeiten relativ kurz sind. Damit wird die Lärmbelastung möglichst geringgehalten. Für den Grenzschutz setzt die EZV im Allgemeinen weiterhin auf risikobasierte Einsätze und die enge Zusammenarbeit mit den in- und ausländischen Partnerbehörden.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5491 Wermuth

Weiterentwicklung EZV: Einführung militärischer Grade als Vorstufe zur Integration ins VBS?

Die GL EZV hat entschieden, militärische Grade einzuführen. Muss dieser Entscheid als eine Art Vorstufe hin zur Integration der EZV in das Departement VBS verstanden werden?

Antwort

Die Angehörigen des Grenzwachtkorps der Eidgenössischen Zollverwaltung haben schon heute militärische Grade, die im Anhang 2 der Zollverordnung des EFD niedergelegt sind.

Im Rahmen der Weiterentwicklung der Eidgenössischen Zollverwaltung hin zum Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit wird ein einheitliches Berufsbild geschaffen und die Mitarbeitenden werden uniformiert. In diesem Zusammenhang ist auch die Einführung eines Gradsystems beabsichtigt.

Wie schon beim heutigen Grenzwachtkorps geht damit kein Transfer vom EFD ins VBS einher.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5496 Gysi

Eidgenössische Zollverwaltung EZV - Totalumbau ohne genügenden Einbezug der Interessen des Personals

Die EZV befindet sich in einem Totalen Umbau hin zu einem neuen Departement und hat ihre Strukturen der obersten Führungsetage, der Geschäftsleitung, angepasst. Bis anhin war auch der Personalchef in der GL. Wie rechtfertigt der Bundesrat diesen Schritt?

Der Transformationsprozess wurde von oben angestossen und bringt für das Personal gravierende Veränderungen. Teilt der BR die Ansicht, dass die Stimme des Personals bei GL-Entscheiden mitberücksichtigt werden zum Gelingen des Umbaus muss?

Antwort

Die Abteilung Personal und Ausbildung wird neu im Direktionsbereich Planung und Steuerung angesiedelt, deren Chefin als Vizedirektorin Mitglied der Geschäftsleitung ist. Dieses Organisationsmodell ist auch in anderen Verwaltungseinheiten des Bundes anzutreffen. Der Bundesrat ist der Ansicht, dass damit dem Anliegen des Personals das notwendige Gehör verschafft wird.

Zudem hält der Bundesrat dafür, dass ein Dialog mit den Sozialpartnern erforderlich ist und unterstützt die Geschäftsleitung der EZV in ihren diesbezüglichen bisherigen Bemühungen.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5500 Schneider-Schüttel Dem Grundsatz "Leave no one behind" in den Budgets Rechnung tragen

Mit der Agenda 2030 und ihrem Kernprinzip «Leave no one behind» hat sich auch die Schweiz dazu verpflichtet, diejenigen Menschen, die am weitesten zurückliegen, zuerst zu erreichen (u.a. Menschen mit Behinderungen, Frauen, Kinder, Jugendliche, ältere Menschen). Hat der Bundesrat sichergestellt, dass das Budget 2020 im Einklang mit der UNO-Behindertenrechtskonvention steht bzw. verwendet wird und nicht etwa neue Barrieren erschaffen und bestehende Barrieren erhalten bleiben? Wenn ja, inwiefern?

Antwort

Das Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (Behindertengleichstellungsgesetz) vom 13. Dezember 2002 sieht Massnahmen in den Bereichen Bauten und Anlagen, öffentlicher Verkehr, Aus- und Weiterbildung, Dienstleistungen und bei Arbeitsverhältnissen des Bundes vor.

Zur Stärkung der Behindertenpolitik werden im Voranschlag 2020 zwei neue unbefristete Stellen im Büro für Gleichstellung von Menschen mit Behinderung geschaffen. Das Büro fördert zudem mit Finanzmitteln Programme und Kampagnen sowie Analysen und Untersuchungen zugunsten von Personen mit Behinderungen.

Der Bund selber hat als Arbeitgeber im Voranschlag 2020 6,6 Millionen für die berufliche Integration von Menschen mit Behinderungen eingestellt.

Weiter enthält der Voranschlag 2020 beim Bundesamt für Verkehr eine konkrete Zielvorgabe für den barrierefreien Zugang zum öffentlichen Verkehr. Bis Ende 2020 müssen bei mindestens 53% aller Bahnhöfe die Perrons frei zugänglich sein. Zudem fließen Bundesleistungen an Transportunternehmen des öffentlichen Verkehrs, um die gewünschten Massnahmen der Behindertengleichstellung umzusetzen.



Fragestunde vom 23. September 2019

Frage 19.5557 Vitali Personalboom beim Bund

Erstmals überschreitet das Personalbudget für das kommende Jahr die magische 6-Milliarden-Marke. Ein Grund dafür ist u.a. das anhaltende Wachstum des Personals um weitere 267 Personen. Das sind Woche für Woche mehr als fünf neue Bundesangestellte, was zu einem Allzeit-Rekord von 37631 Vollzeitstellen führt. Wie will der Bundesrat gegen diese automatische Verwaltungsausweitung vorgehen?

Antwort

Der Bundesrat ist bestrebt, sowohl die Personalausgaben wie auch den Personalbestand der Bundesverwaltung im Griff zu behalten. Mit verschiedenen konkreten Massnahmen im Eigenbereich der Verwaltung hat der Bundesrat dieses Bestreben in der Vergangenheit mehrfach unterstrichen, so zuletzt zum Beispiel im Rahmen der Gesamtbeurteilung Ressourcen im Personalbereich 2018. Hier hatte sich der Bundesrat für eine reduzierte Mittelzuteilung und gegen die Umsetzung von personellen Ressourcenaufstockungen bei einer Vielzahl von Bundesratsbeschlüssen ausgesprochen.

Bei der Budgeteingabe zum Voranschlag 2020 beträgt die Zunahme gegenüber dem Voranschlag 2019 knapp 184 Mio. (+3.1%). Zurückzuführen ist dieser Anstieg nur teilweise auf stellenseitige Aufstockungen (0.9%), welche insbesondere die Bereiche Cyber-Sicherheit, Freihandelsabkommen sowie die Umsetzung des neuen Netzbeschlusses (NEB) betreffen, welche wiederum zum Teil Folge von Beschlüssen der Bundesversammlung sind. Die Stellenaufstockungen werden zu rund 40 Prozent über Sachaufwände oder Mehreinnahmen kompensiert. Ein wesentlicher Teil des Zuwachses ist auf die Einmaleinlage für die besonderen Personalkategorien (1.2%) sowie auf die vorsorglich eingestellten Mittel für Lohnmassnahmen (1%) zurückzuführen.

Das Verhältnis der Personalausgaben des Bundes zu den Gesamtausgaben sinkt im Voranschlag 2020 im Vergleich zum Voranschlag 2019 um 0,1 Prozentpunkte und beträgt 9,5 Prozent. Das Wachstum der Personalausgaben bleibt somit unter dem Wachstum der Gesamtausgaben des Bundes.